

Saint-Etienne, le 11 mai 2010

Question d'actualité de Régis Juanico sur les suites du sommet social

Monsieur le Premier Ministre,

Vous allez bientôt envoyer les lettres de cadrage budgétaire à vos Ministres. Je veux vous rappeler que le 21 mars dernier ce sont les Français qui vous ont envoyé leur lettre de cadrage électoral. Les Français vous ont recadré en infligeant un désaveu sans précédent à votre politique.

Depuis le début, votre gouvernement sous-estime les effets de la crise sur la vie quotidienne de nos concitoyens.

En matière d'emploi, vous avez agi avec retard et parcimonie, alors que la situation exigeait des politiques vigoureuses et volontaristes.

Le chômage, c'est aujourd'hui 4 millions 300 000 demandeurs d'emplois toutes catégories confondues. Par votre faute, Pôle Emploi dont les effectifs sont insuffisants a le plus grand mal à faire face à ses obligations de service public.

Hier, lors d'un sommet social à l'Elysée, au nom de la politique de rigueur et d'austérité que vous venez de décréter, vous avez annoncé l'abandon des rares mesures de soutien au pouvoir d'achat des ménages.

Ainsi, la prime de 150 euros versée à 3 millions de familles modestes et d'autres mesures fiscales qui représentaient près de 2 Milliards 600 000 € d'aides ne seront pas reconduites.

Vous justifiez cette décision par une hypothétique « sortie de crise »...

De quelle sortie de crise parlez-vous ? On recense 3000 plans sociaux au plan national depuis septembre 2008. Rien que dans le département de la Loire, cela représente concrètement 3500 licenciements économiques. Les plans sociaux annoncés avec brutalité par des groupes comme Siemens VAI, Mavilor, Akers ou Sullair à l'automne 2009, vont conduire des centaines de salariés au chômage cette année et l'an prochain.

De quelle reprise parlez-vous, alors que les PME, nombreuses dans notre département, ne voient aucun signe d'amélioration pour leurs carnets de commande ?

Avec vos décisions à contretemps, avec votre politique « dure » avec les faibles et douce avec les forts, vous allez ajouter la crise à la crise, vous allez aggraver la précarité et la pauvreté.

Alors, ma question est simple : quand allez-vous, enfin, remettre en cause le paquet fiscal de la loi TEPA et ses privilèges fiscaux pour les ménages les plus riches, quand allez-vous mettre fin au dispositif de majoration des heures supplémentaires qui coûte chaque année plus de 4 milliards d'euros à nos finances publiques et qui joue contre l'emploi en empêchant de nouvelles embauches dans les entreprises ?